

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Situation-au-Venezuela-la-region-exprime-sa-preoccupation-et-son-soutien>

PEROU, URUGUAY, EQUATEUR ET CUBA EXHORTENT AU DIALOGUE

Situation au Venezuela : la région exprime sa préoccupation et son soutien

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : mercredi 4 mars 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les pays de l'UNASUR ont réagi suite à la dénonciation par Nicolás Maduro d'un plan de déstabilisation et à la récente arrestation du maire de Caracas, le membre de l'opposition Antonio Ledezma, accusé de conspiration. Les Etats-Unis ont quant à eux nié toute « tentative d'ingérence ».

Le Pérou, l'Uruguay, l'Equateur et Cuba ont fait part hier de leur préoccupation concernant la délicate situation que connaît actuellement le Venezuela, après la dénonciation par Nicolás Maduro d'un plan de déstabilisation et la récente arrestation du maire de Caracas, Antonio Ledezma, accusé de conspiration et d'association de malfaiteurs. De leur côté, les Etats-Unis ont réfuté les accusations d'ingérence dans ses affaires intérieures formulées par Caracas.

Par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères, Gonzalo Gutiérrez, le gouvernement péruvien a fait savoir hier qu'il ne se livrerait à aucun commentaire sur la situation politique actuelle au Venezuela, où a été arrêté la semaine dernière le membre de l'opposition Antonio Ledezma, mais qu'il « encouragerait en revanche une résolution par le dialogue ». Le ministère public a précisé que Ledezma avait été arrêté pour ses liens supposés avec plusieurs étudiants vénézuéliens incarcérés après leur expulsion de Colombie en septembre dernier et accusés de conspiration pour rébellion peu après.

Le ministre des Affaires étrangères du président Humala a réaffirmé sa position, indiquant que selon lui « nous ne pouvons ni ne devons renoncer à promouvoir le dialogue au Venezuela ». Gutiérrez a ainsi indiqué que ses homologues de l'Equateur, de la Colombie et du Brésil avaient entamé une concertation en vue d'encourager une reprise des échanges au Venezuela. A cet égard, il a également annoncé la probable tenue d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des pays de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR). « Il ne s'agit pas d'un geste fortuit, uniquement pour la forme, c'est l'expression de notre préoccupation » a déclaré le ministre.

« Nous souhaitons d'abord exprimer notre inquiétude quant à la situation actuelle. Le Pérou s'inquiète des événements survenus récemment, notamment concernant le maire de Caracas » a-t-il ajouté, estimant que le Venezuela ne connaîtrait pas de solution « imposée de l'extérieur », raison pour laquelle la résolution doit venir des Vénézuéliens eux-mêmes, avec l'aide de pays amis.

Dans le même temps, son homologue équatorien, Ricardo Patiño, a assuré que la défense de la démocratie au Venezuela participait aussi au maintien de la paix dans la région, ajoutant que l'UNASUR pourrait jouer un rôle important dans la résolution du conflit interne qui agite le pays.

Dans un entretien accordé à la chaîne RTS, Patiño a rappelé que l'UNASUR était déjà intervenue au Venezuela au mois de février de l'année dernière, où elle avait oeuvré en faveur de démarches ayant permis de mettre fin à une escalade de la violence politique. Le ministre a encore assuré que le gouvernement et le peuple vénézuéliens avaient la même volonté de parvenir à une résolution du conflit et a réaffirmé que l'UNASUR était toute disposée à apporter son aide en ce sens. Patiño est l'un des trois ministres des Affaires étrangères sud-américains désignés par l'UNASUR pour se rendre dans les jours qui viennent à Caracas, afin de contribuer à une résolution de la situation intérieure conflictuelle. « Il est fondamental de tout mettre en oeuvre, aussi bien de la part du Venezuela que de notre côté, afin de défendre la démocratie, ce qui revient en outre à défendre la paix dans la région » a souligné Patiño.

De son côté, le parti dirigeant uruguayen Frente Amplio a dénoncé « les tentatives de déstabilisation » et «

l'ingérence extérieure » au Venezuela concernant l'incarcération du maire de Caracas. Dans un document en six points, le secrétaire exécutif de la coalition de centre gauche a réaffirmé la « souveraineté institutionnelle du peuple vénézuélien » et par là même la « légitimité » de Maduro. Le FA a exprimé sa « confiance dans le fait que les individus accusés d'agir à l'encontre de la souveraineté démocratique de la République bolivarienne du Venezuela disposeront de toutes les garanties juridiques dans le cadre de leur procès légitime ».

Maduro a affirmé au milieu du mois qu'une tentative de coup d'Etat avait été contrecarrée, coup d'Etat dont la piste remontait selon lui jusqu'à Washington et dans lequel étaient impliqués plusieurs militaires et membre de l'opposition vénézuéliens. La mise à jour de ce complot présumé a vu l'arrestation de sept officiers de l'aviation militaire, suspectés d'être les auteurs principaux de projets que le chef d'Etat impute à certains dirigeants de l'opposition, dont Ledezma, selon lui avec l'aide financière des Etats-Unis. Lors d'une marche de soutien au gouvernement dans la région occidentale de Yacacuy, Maduro a réitéré ses accusations à l'égard de Washington. « L'ambassade des Etats-Unis à Caracas continue de rechercher des militaires pour leur offrir de l'argent ».

Le gouvernement des Etats-Unis a affirmé hier que, dans le cadre de ses contacts privés avec divers pays de la région, il n'avait de cesse de répéter que les accusations de Maduro à propos d'une tentative de coup d'Etat orchestrée depuis Washington étaient « fausses » et « ridicules ». La porte-parole du département d'Etat, Jen Psaki, a confirmé lors de sa conférence de presse quotidienne que les Etats-Unis discutaient avec d'autres pays du continent de la récente accusation du président du Venezuela concernant l'implication du gouvernement nord américain dans un projet de coup d'Etat visant à le destituer. « Le gouvernement vénézuélien doit cesser d'accuser les Etats-Unis et d'autres membres de la communauté internationale pour des faits survenus sur son territoire (...) et se concentrer davantage sur la situation de son propre pays. Tout ceci n'est qu'une manœuvre de diversion » a déclaré Psaki.

Dans le même temps, Cuba, un proche allié du Venezuela, a dénoncé les « tentatives d'ingérence » de la part des Etats-Unis et de l'Organisation des Etats Américains (OEA), « qui favorisent et encouragent des mouvements de subversion intérieurs, violant la souveraineté du peuple vénézuélien » selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères de l'île.

[Pagina 12](#). Buenos Aires, le 24 février 2015.

RAJOY CRAINT LES EXPROPRIATIONS

Le gouvernement de Mariano Rajoy a déclaré craindre que le président Nicolás Maduro n'exproprie ses entreprises en représailles à la participation supposée du pays européen à un plan de déstabilisation de sa démocratie, ourdi avec la Colombie et les Etats-Unis, selon une information publiée hier dans le quotidien espagnol El Mundo.

« La droite espagnole, l'extrême droite colombienne et l'extrême droite états-unienne ont formé un axe Madrid-Bogota-Miami pour conspirer contre notre patrie et répandent chaque jour des abominations sur le Venezuela » a dénoncé le président de la République bolivarienne.

Le Centre national de renseignement (CNI) espagnol aurait renforcé sa vigilance afin de protéger les intérêts des entreprises espagnoles au Venezuela, selon des sources proches de l'organisation citées dans le quotidien conservateur. Un rapport officiel du gouvernement auquel a eu accès El Mundo indique que des entreprises comme Telefónica, Repsol, BBVA ou Mapfre risquaient une perte s'élevant à au moins 9 000 millions d'euros au Venezuela.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Arnaud Devin

Complément d'information : « [ESPAGNE ET LA TERTIARISATION DU CHAOS AU VENEZUELA](#) ». Carlos Fazio, 29 septembre 2014.

[El Correo](#). Paris, 24 de febrero de 2015.

[[Contrat Creative Commons](#)]

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basé sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.